

Radio-Canada, lundi 11 décembre 2006

Kanesatake

Allégations troublantes



Un rapport comptable confidentiel sur la crise qu'a traversée la communauté mohawk de Kanesatake, en janvier 2004, et dont Radio-Canada a obtenu copie, indique que le ministère fédéral de la Sécurité publique aurait contourné les règles administratives du Conseil du Trésor pour financer l'opération policière.

À l'époque, sous l'ancienne administration libérale, le grand chef James Gabriel avait réussi à faire débloquer une somme de 900 000 \$ dans le but de combattre la criminalité dans sa communauté.

L'aventure a mal tourné: les 67 policiers ont été pris en otage par la population locale et la maison du grand chef Gabriel a été incendiée. Depuis, plus de 5,5 millions de dollars ont été dépensés par les gouvernements dans cette opération.

Daté du 8 novembre, le rapport d'étape de la firme Samson et associés, commandé par le ministre fédéral de la Sécurité publique, Stockwell Day, révèle que les règles de saine gestion financière ont été bafouées non seulement par l'ancien grand chef du Conseil de bande, mais aussi par le ministère fédéral de la Sécurité publique. Ce dernier avait été prévenu par la Sûreté du Québec, en décembre 2003, que l'intervention policière réclamée par James Gabriel était mal préparée et vouée à l'échec.

Les règles du Conseil du Trésor indiquent qu'on ne peut dépenser une somme d'argent pour une opération qui a peu de chance de réussir.

Le rapport comptable conclut que les contrôles financiers mis en place étaient déficients et montre du doigt les hauts fonctionnaires de la Sécurité publique. Il souligne aussi que les fonctionnaires du ministère des Affaires indiennes acceptaient de payer des dépenses qui n'avaient pas été approuvées préalablement, contrevenant encore aux règles du Conseil du Trésor.

Le rapport nous apprend enfin que les administrateurs de la firme comptable PriceWaterhouseCoopers, qui assuraient la tutelle administrative du conseil de bande, «n'ont pas collaboré entièrement avec les enquêteurs de la firme Samson et associés mandatés pour faire cette enquête».

L'ancien chef du conseil de bande James Gabriel maintient que toutes les dépenses ont été approuvées par Ottawa et Québec. Par contre, l'actuel grand chef, Steven Bonspille, réclame une enquête publique sur toute cette affaire. Le dossier est toujours à l'étude au cabinet de Stockwell Day, où on indique que le ministre n'a pas écarté la possibilité de confier à la GRC le mandat de faire enquête.